

Pour un service public de la gestion de l'eau et des déchets préservant les emplois, les ressources naturelles et l'environnement

22 octobre 2020

POUR UN SERVICE PUBLIC DE LA GESTION DE L'EAU ET DES DÉCHETS PRÉSERVANT LES EMPLOIS, LES RESSOURCES NATURELLES ET L'ENVIRONNEMENT

Depuis fin août, nous assistons à la bagarre sanginaire entre 2 mastodontes du capitalisme français, Veolia et Suez, à coup de milliards qui seraient pourtant bien plus utiles à l'hôpital public ! Ces deux entreprises sont les leaders mondiaux des « services » à l'environnement, un marché de 1400 milliards par an.

Alors que la gestion de l'eau et les déchets sont des compétences qui relèvent du service public, ces compétences sont bien souvent déléguées au secteur privé. Ainsi, 52 % de l'eau est traitée et acheminée par Veolia et Suez, seule 35 % l'est en régie publique ; de même, pour 50% du traitement des déchets.

Si Veolia veut racheter Suez, c'est pour supprimer un concurrent, en le démantelant. Les salarié.es massivement en grève le 8 septembre ne se trompent pas : ce qui est en jeu pour eux, c'est leur emploi. L'offre de rachat de Veolia se traduirait en effet par la suppression de milliers d'emplois.

NOUS SERONS TOUTES ET TOUS PERDANT.ES

La seconde victime de cette guerre de l'eau et des déchets sera l'ensemble de la population ! En effet, si la guerre entre Veolia et Suez est si violente, c'est parce que les profits sont juteux. Ces profits se font notamment grâce à un coût de l'eau déjà très élevé et par de faibles investissements sur les infrastructures de distribution. Nous ne pouvons que craindre une nouvelle flambée des prix.

UNE SEULE SOLUTION : LA SOCIALISATION !

L'eau et les déchets doivent être soustraits des jeux boursiers et des profits. La fédération SUD CT revendique :

- la socialisation totale par la création d'un monopole public de la gestion de l'eau et des déchets,
- la sauvegarde de tous les emplois par l'intégration des salarié.es au statut de la fonction publique, avec le maintien de l'ensemble des acquis,
- une gestion démocratisée, associant usager.es et salarié.es,
- une gestion permettant la préservation des ressources naturelles et de l'environnement.

Paris le 22 octobre

POUR UN SERVICE PUBLIC DE LA GESTION DE L'EAU ET DES DÉCHETS PRÉSERVANT LES EMPLOIS, LES RESSOURCES NATURELLES ET L'ENVIRONNEMENT

Depuis fin août, nous assistons à la bagarre sanguinaire entre 2 mastodontes du capitalisme français, Véolia et Suez, à coup de milliards qui seraient pourtant bien plus utiles à l'hôpital public ! Ces deux entreprises sont les leaders mondiaux des « services » à l'environnement, un marché de 1400 milliards par an.

Alors que la gestion de l'eau et les déchets sont des compétences qui relèvent du service public, ces compétences sont bien souvent déléguées au secteur privé. Ainsi, 52 % de l'eau est traitée et acheminée par Veolia et Suez, seule 35 % l'est en régie publique ; de même, pour 50% du traitement des déchets.

Si Véolia veut racheter Suez, c'est pour supprimer un concurrent, en le démantelant. Les salarié.es, massivement en grève le 8 septembre ne se trompent pas : ce qui est en jeu pour eux, c'est leur emploi. L'offre de rachat de Veolia se traduirait en effet par la suppression de milliers d'emplois.

NOUS SERONS TOUTES ET TOUS PERDANT.ES

La seconde victime de cette guerre de l'eau et des déchets sera l'ensemble de la population ! En effet, si la guerre entre Veolia et Suez est si violente, c'est parce que les profits sont juteux. Ces profits se font notamment grâce à un coût de l'eau déjà très élevé et par de faibles investissements sur les infrastructures de distribution. Nous ne pouvons que craindre une nouvelle flambée des prix.

UNE SEULE SOLUTION : LA SOCIALISATION !

L'eau et les déchets doivent être soustraits des jeux boursiers et des profits. La fédération SUD CT revendique :

- la socialisation totale par la création d'un monopole public de la gestion de l'eau et des déchets,
- la sauvegarde de tous les emplois par l'intégration des salarié.es au statut de la fonction publique, avec le maintien de l'ensemble des acquis,
- une gestion démocratisée, associant usager.es et salarié.es,
- une gestion permettant la préservation des ressources naturelles et de l'environnement.

Paris le 22 octobre

- **Emplacement : ré-agir ensemble > Mobilisations et actualités > Actualités >**

- **Adresse de cet article :**

<https://solidaires.org/Pour-un-service-public-de-la-gestion-de-l-eau-et-des-dechets-preservant-les>